

LES PROFS MEURTRIS S'ARMENT DE DIALOGUE

Par Marion Rousset et Marc Belpois
Photo Laurence Geai

Nous savions la tâche des enseignants difficile. Aurait-on imaginé qu'elle puisse exposer au pire ? Qu'un professeur d'histoire-géo, Samuel Paty, serait sauvagement assassiné pour avoir montré à ses élèves des caricatures lors d'un cours d'enseignement moral et civique ? Transmettre l'esprit critique, la liberté de s'exprimer et de débattre, des valeurs communes qui forgeront les citoyens de demain : la mission confiée à l'école est primordiale et les professeurs que nous avons interrogés l'assurent jour après jour. Encore faut-il ne pas les laisser seuls. Et réguler les réseaux sociaux qui ont, une nouvelle fois, servi d'amplificateurs dans la tragédie. — Valérie Hurier





JE SUIS
PROF.



Ce matin, je regardais les cours que j'avais prévus pour la rentrée et j'ai eu l'impression qu'ils n'avaient plus aucun sens... Il y a forcément un avant et un après», souffle Clémentine*, professeure de lettres dans un collège REP+ (réseau d'éducation prioritaire renforcée). Cinq ans

après les attentats contre *Charlie Hebdo*, l'Hyper Cacher et le Bataclan, «on a franchi encore un palier». C'est qu'à la déflagration sociale se superpose aujourd'hui un choc plus intime. L'assassinat de Samuel Paty, le professeur décapité à Conflans-Sainte-Honorine, a touché les enseignants en plein cœur. C'est l'un des leurs qui est tombé. De retour en classe, ils vont devoir accueillir les réactions des élèves et mettre des mots sur ce terrible drame. Débattre, encore et toujours. «J'espère ne pas avoir affaire à des élèves qui diront que Samuel Paty n'aurait pas dû montrer des caricatures de Mahomet et que sa mort est méritée», anticipe Clémentine. Appréhension renforcée par les attentes politiques qui pèsent sur un monde de l'éducation déjà sous pression : «J'ai reçu une vague de mails de l'inspection, de la rectrice, de Jean-Michel Blanquer, témoigne Julien, professeur d'histoire-géo. Ça disait en gros qu'un de nos frères était tombé parce qu'il défendait les valeurs de la République et que nous étions les nouveaux hussards noirs.» Voilà les enseignants sommés de défendre la liberté d'expression bafouée, d'aborder le fait religieux sans tabou, de porter haut le principe de laïcité. De garantir rien de moins que la capacité des futurs citoyens à vivre ensemble.

En 2015 déjà, ils étaient en première ligne. Véronique, professeure dans un collège REP+ de Paris, se souvient de s'être sentie très démunie : «Nous n'étions pas préparés à ce que des élèves justifient le meurtre des caricaturistes. J'ai eu du mal au début à l'accepter, ça m'a bloquée», confie-t-elle. Chacun a dû se débrouiller pour intervenir à chaud et composer avec des réactions dérangeantes. Christophe Naudin – qui publie ces jours-ci *Journal d'un rescapé du Bataclan* (éd. Libertaria) – n'a pas hésité : à ses classes de quatrième et de troisième, il a projeté des caricatures. «Et pas seulement du prophète!, précise-t-il. La plupart ne les avaient jamais vues, beaucoup ont ri et quelques gamins ont eu un discours plus offensif», souligne le professeur. L'urgence de penser le fait religieux à l'école, c'est-à-dire d'aborder les religions sous l'angle du savoir, a surgi au début des années 2000. Un an après l'attaque du 11 Septembre, le rapport de Régis Debray propose de consolider cet enseignement pour contrer la «vague ésotérique et irrationaliste». Appelés en renfort face à une actualité traumatisante, les enseignants doivent affronter cette «question toujours plus sensible car touchant à l'identité la plus profonde des élèves et des familles». L'historienne Laurence de Cock, qui a épluché les archives du Conseil national des programmes, le confirme : «Dans cette période brûlante, la question de l'enseignement laïc du fait religieux devient une priorité.» Les années suivantes, plusieurs outils sont proposés, à commencer par la «charte de la laïcité» lancée par Vincent Peillon en 2013, et la mise en place de «référénts laïcité», des médiateurs nommés dans chaque académie pour accompagner les enseignants. Conçu avant l'attentat contre *Charlie Hebdo*, l'enseignement moral et civique (EMC) sera mis en place dans la foulée. Puis viendra la «réserve citoyenne» de l'Éducation nationale, qui permet à des bénévoles de s'engager pour faire vivre les valeurs de la République. «L'idée de départ, c'était de faire réfléchir les élèves sur l'articulation entre la foi et la raison, faire vivre un socle de principes républicains à travers les pra-»

» *tiques de citoyenneté*», rappelle Laurence de Cock. «*La question du droit au blasphème est la plus récente*», poursuit-elle. Si bien qu'on associe parfois la laïcité au droit de se moquer des religions. Ce qui tranche avec l'esprit d'origine de l'école républicaine : «*Ses fondateurs se sont battus contre l'influence de l'Église sur les programmes scolaires, mais ils exigeaient le respect des dieux des autres*», insiste l'historien Claude Lelièvre. Les instructions de Jules Ferry demandaient aux instituteurs d'apprendre aux élèves «*à environner du même respect cette notion de dieu alors même qu'elle se présenterait à lui sous des formes différentes de celle de sa propre religion*».

Comment transmettre la liberté d'expression, promouvoir l'esprit critique et la capacité de débattre après la tragédie de Conflans-Sainte-Honorine sans exacerber les tensions ? Un des réflexes à chaud consiste à recourir à des actions coups de poing, pour ne rien céder au djihadisme, comme afficher les caricatures de Mahomet. Mais «*si nous exhibons ces caricatures dans toutes les classes le 2 novembre, je crains que ça entraîne une fuite de certains élèves vers l'enseignement hors contrat privé confessionnel*», avance un bon connaisseur du système qui préfère rester anonyme. En même temps, trop de précautions tue l'action. «*On est dans un régime émotionnel individuel qui paralyse les relations sociales. On a tellement peur de blesser l'autre que les choses se figent. C'est à l'école de se débrouiller avec ça... eh bien, bon courage !*» lance Christophe Prochasson, ancien recteur de l'Académie de Caen. C'est donc un exercice d'équilibriste qui est aujourd'hui confié à des enseignants dont la formation pratique reste le maillon faible. Comment s'y prendre, concrètement, dans une salle de classe ? «*La première des choses, quand on aborde avec eux la liberté d'expression, c'est... de les laisser s'exprimer ! Il faut entendre ce qu'ils ont à dire pour, si nécessaire, les placer face à leurs contradictions*», insiste Marie, professeure de philosophie dans un lycée de Lorraine. Sans dialogue, l'exercice est vain. Il est perçu comme une sorte de catéchisme républicain, abstrait, détaché d'eux-mêmes. C'est la langue de l'autorité.

«*Je crois beaucoup aux scénarios pratiques qui mettent en scène la discussion, l'échange, le respect de l'opinion opposée. Ce que beaucoup d'enseignants font déjà*», assure Christophe

Le 20 octobre à Conflans-Sainte-Honorine, des milliers de personnes rendent hommage à Samuel Paty. Page précédente, place de la République, à Paris, le 18 octobre.



Prochasson. *Il faut que le contenu moral surgisse de lui-même.* » Un élève péremptoire explique que Dieu a créé la Terre en sept jours ? «*Inutile de lui dire frontalement qu'il se trompe, il faut plutôt lui faire entrevoir d'autres points de vue*», affirme le pédagogue Philippe Meirieu. Pour faire évoluer quelqu'un, il ne faut surtout pas l'humilier, le nier dans son identité. Si on veut faire entendre à un chrétien créationniste que Darwin n'a pas vraiment tort, il faut lui permettre de réinterpréter la Genèse de la Bible comme une parole qui a du sens, mais telle une métaphore de la toute-puissance de Dieu, avec un caractère mythologique. » Ne pas heurter les convictions religieuses des élèves ? Ce n'est pas l'assurance que dans l'intimité des familles le propos tenu en classe ne soit déformé, comme l'illustre tragiquement le drame de Conflans-Sainte-Honorine. Et on sait à quel point la relation entre l'enseignant et les parents de ses élèves a évolué, à mesure que la place du premier dans la société perdait en prestige. «*Les profs craignent souvent que les parents viennent leur demander des comptes*», dit Marine Quenin, présidente de l'association Enquête, qui depuis une décennie intervient sur ces sujets dans les écoles et forme les enseignants. *J'ai conscience que c'est difficilement audible dans le contexte actuel, mais je vous l'assure : cela n'arrive que très peu souvent et pas plus aujourd'hui qu'il y a dix ans. Lorsqu'on travaille dans des établissements qui accueillent une forte proportion d'élèves de confession musulmane, on sent bien que certains parents sont inquiets. Mais dès lors que nous leur expliquons ce que nous faisons et que nous ne cherchons aucunement à "convertir" leurs enfants, tout s'arrange...* »

Et quand la situation s'envenime ? C'est arrivé à Juliette, une professeure de français dans un collège des Yvelines qui, à sa plus grande surprise, a reçu une volée de mails incendiaires. «*De façon totalement infondée, une mère voilée m'y accusait d'être intolérante et menaçait de créer un groupe de parents pour se plaindre de moi au rectorat. J'ai eu peur qu'elle m'affiche sur les réseaux sociaux ! J'en ai fait part à ma principale, qui m'a dit "Madame, dans notre métier il faut savoir avaler son chapeau". J'ai insisté, elle a fini par nous réunir dans son bureau – triste coïncidence, le matin même de l'assassinat de Samuel Paty. Mais à aucun moment, ma principale n'a fait mention des menaces que j'avais reçues. Il y a parfois des raisons d'être découragé...* » C'est un motif d'amertume récurrent du corps enseignant que de ne pas se sentir soutenu par sa hiérarchie lorsque des élèves ou leurs parents basculent dans une logique d'affrontement. Il serait temps que l'institution épaulé vraiment, voire protège, ses enseignants...

«*Notre monde a plus que jamais besoin de dialogue, de connaissance et de réflexion*», insiste Éric Vinson. Cet enseignant et chercheur spécialiste du fait religieux et de la laïcité, s'inquiète de «*l'actuelle surenchère médiatico-politicienne, entre pétitions de principe ("Plus jamais ça") et crispations multiples. Bien sûr, il y a des actes abominables qu'il faut affronter avec la plus extrême vigueur, mais sans tout recouvrir pour autant sous une chape de plomb ! C'est justement parce que l'époque est tendue qu'il faut multiplier les débats, les actions de formation... Les non-dits, les malentendus et les simplifications caricaturales nourrissent le monde que l'on prétend combattre.* » Clémentine, la professeure de lettres d'un collège REP+, ne dit pas autre chose : «*J'ai lu ici ou là que désormais les profs auraient peur de parler liberté d'expression avec leurs élèves. Ce n'est pas mon sentiment. Si bouleversés soient-ils, mes collègues manifestent au contraire une vraie ferveur pour continuer...* » ●

* Les prénoms des enseignants ont été changés à leur demande.